

Déclaration préalable à la CAPD du 9 avril 2020

Fait notable, cette déclaration préalable ne sera pas lue et seulement versée au compte-rendu. À ce titre, nous nous étonnons que les déclarations préalables ne puissent être lues dans le cadre d'une audio conférence ou d'une visioconférence... Quelle difficulté cela pose-t-il ?

Tout n'était pas prêt...

Il aura fallu la perte des milliers de vies pour que la folie (néo)libérale et son discours managérial soient au moins pour un temps, stoppé.es...

Il aura fallu ces milliers de drames (et combien à venir encore ?) pour que les revendications des personnels hospitaliers en grève depuis plus d'un an ne reçoivent enfin plus, ni mépris, ni lacrymogène, ni coup de matraque. Pour autant, à ce jour, aucun plan concret n'a vu le jour pour ne serait-ce que remettre sur pied un système hospitalier lourdement et profondément affaibli.

Il aura fallu une catastrophe sanitaire mettant profondément en difficulté le pouvoir pour que les fermetures de classes dans le 1er degré et dans le rural tout du moins, soient enrayées au moins pour cette année.

C'est dans ce contexte que le Ministre de l'Éducation Nationale a décidé, avec le cynisme qui le caractérise tant, de déployer un test grandeur nature, comme si les élèves, les familles et les enseignant.es étaient de vulgaires cobayes...

Ce test, c'est celui de la pseudo « continuité pédagogique » auquel succéderaient maintenant « les vacances apprenantes ».

Non, Monsieur le Ministre,

Non, mesdames et messieurs qui représentez l'autorité de l'institution,

Non, la continuité pédagogique dans la situation actuelle n'existe pas, n'est pas réalisable et n'est pas souhaitable, tant elle porte en elle un accroissement des inégalités. L'école à marche forcée, car c'est de cela qu'il s'agit, se traduit par une explosion des inégalités déjà existantes et les porte à un niveau encore jamais atteinte auparavant. En effet, le confinement mis en place le 16 mars a immédiatement posé la question de cette soi-disant « continuité pédagogique »...

Il s'agit là, d'un artifice de communication destiné, non pas à soutenir les enseignant.es dans la situation actuelle, mais à faire croire aux parents et plus largement au public que tout allait se poursuivre « comme si de rien n'était ». Or, c'est faux.

La réalité est, bien au contraire, celle de discontinuité pédagogique pour une raison évidente : le lien pédagogique entre enseignant.es et élèves est rompu.

Depuis le 13 mars, l'objectif principal des enseignant.es est de s'assurer qu'elles et ils arrivent à maintenir un lien avec leurs élèves ; lien fondé sur leur mission de service public consistant à maintenir le préalable à tout apprentissage – la relation maître.esse-élève. Lorsque celle-ci n'existe pas ou est altérée, c'est inmanquablement les apprentissages qui en font les frais. Et dans ce cadre, les inégalités scolaires, fortement corrélées aux inégalités sociales, sont démultipliées.

Depuis le 13 mars, il s'agit pour les professionnel.les de terrain que sont les enseignant.es, de prendre des nouvelles, d'écouter et d'accueillir les questionnements, les petits bonheurs, mais aussi les doutes, les peurs et voire les drames que vivent les élèves et leurs parents. Le métier s'est transformé pour limiter les solitudes et l'isolement. Pour proposer, sans aucune contrainte ni aucune pression, des activités, des jeux, des lectures, des défis, des reportages voire quelques révisions...En aucun cas des apprentissages nouveaux !

Mais dire que nous assistons à une continuité pédagogique révèle au mieux de l'incompétence, au pire, du mensonge destiné à agrandir ce qui devient un gouffre entre une minorité de privilégié.es et la majorité de la population, qui fait face à des problèmes du quotidien que « l'école à la maison » vient aggraver...

Nous le réaffirmons avec force : nous sommes face à une situation de discontinuité scolaire et nous attendons du Ministre et de l'administration qu'elle assume cette réalité. Le nier, c'est nier l'essence même de ce qu'est l'école de la République et ses fondements.

D'ailleurs, le discours déconnecté du Ministre Blanquer se heurte de plus en plus à la réalité de toutes les familles, même celles dites « connivantes avec l'école ». Ainsi, comme l'a rappelé tout récemment Marc Babletⁱ « contrairement à l'image simpliste des apprentissages que porte le ministre, il ne suffit pas de lire, de faire des exercices pour apprendre." Et cela, toutes les familles en font l'expérience.

Stéphane Bonnéryⁱⁱ, ajoute à ce sujet : « Il faudrait donc que les enseignants soient en capacité de penser des supports pédagogiques en se demandant « qu'est-ce que je peux raisonnablement supposer que l'élève sait déjà, sait déjà faire et qui ne nécessite pas l'accompagnement d'un adulte ? ». C'est extrêmement difficile, je ne suis pas sûr de savoir le faire, pour être tout à fait franc. [...] On voit bien avec les enfants à la maison, qu'il ne suffit pas que les informations soient en ligne pour que les élèves identifient dans une profusion d'éléments ce qu'est le savoir. La place de l'enseignant est donc fondamentale. »

L'École, c'est à l'école que cela se déroule, au sein de classe avec ses pair.e.s et accompagné.es de professionnel.le.s formé.es, concepteur.trices et ajustant en permanence leurs gestes professionnels afin de garantir l'accès de toutes et tous au savoir et à la culture. Pourquoi le Ministre n'est-il pas capable de rappeler pareil évidence ?

Nous dénonçons la manœuvre idéologique du Ministre de l'Éducation Nationale qui, en pleine crise sanitaire, sociale et économique, organise un test grandeur nature d'un pseudo e-learning.

Ce à quoi on assiste en ce moment – à travers l’application de ses consignes –, c’est à la mise en œuvre assumée, d’une école des inégalités, d’une école du chacun.e pour soi, d’une école du chacun.e se débrouille... Malgré la fracture numérique, malgré la fracture sociale. Et malgré les inégalités abyssales qui explosent aux yeux de toutes celles et tous ceux qui depuis trop longtemps les présentent comme naturelles, fondées sur le « mérite » et la « volonté ».

Dans ce contexte, la difficulté liée à ces nouvelles formes de travail a trop souvent été renforcée par de nombreuses injonctions contradictoires et paradoxales, du Ministre, du Recteur et de certain.es IEN. Alors que la situation nécessiterait bienveillance et confiance, en concordance avec la communication appuyée du Ministre, nombreux.ses sont les collègues qui ont fait part à leurs représentant-es des pressions exercées sur eux, allant parfois jusqu’à les pousser à enfreindre les règles du confinement, et à compromettre leur santé et celles des familles de leurs élèves. Les enseignant-es ont été réactifs.ves, et ont cherché par de nombreux moyens à maintenir le lien avec les familles. Le positionnement de la hiérarchie lorsque celui-ci s’apparente à un contrôle de leurs pratiques, et témoigne ce faisant d’un manque de confiance dans leurs capacités à gérer la situation, ce positionnement est très mal vécu par nos collègues. Il faut cesser de surcharger avec des tableaux, des enquêtes et autres tâches administratives inutiles, chronophages et intrusives, celles et ceux qui sont mobilisé.es au quotidien car indispensables au fonctionnement et qui, acteur.trices du service public, ne rechignent pas à s’investir pour trouver les meilleures formes, dans ce contexte, de maintien du lien scolaire avec leurs élèves.

C’est d’ailleurs l’un des marqueurs de ce moment si inédit. Les métiers des unes et des uns, souvent méprisés (il n’y a qu’à observer les salaires appliqués, les horaires et les conditions de travail imposés), apparaissent aujourd’hui indispensables à la société quand d’autres, révèlent leur vacuité, voire leur nocivité.

Oui, ce pays fonctionne encore et surtout grâce aux aides-soignant.es soignant.es, aux brancardier.ières, aux infirmier.ières, aux caissier.ières, aux éboueur.euses, aux paysan.nes, aux secrétaires, aux enseignant.es et plus généralement aux travailleur.euse.s... Ce sont ces personnes (« celles et ceux qui ne sont rien » ?) dont le travail est indispensable qui permettent à notre société de fonctionner et dans cette période, il n’est plus possible de le nier.

Ainsi, le Président de la République, dans ses dernières allocutions, appelait-il à des « décisions de rupture » et à placer « des services (...) en dehors des lois du marché »ⁱⁱⁱ.

L’urgence sociale et écologique est là. Nous ne nous satisfaisons pas de ces discours. Il est nécessaire de mettre en œuvre de profonds changements, pour répondre aux besoins immédiats et se donner l’opportunité historique d’une remise à plat du système, en France comme dans le monde et non poursuivre toujours plus avant dans la destruction des communs que sont nos libertés fondamentales, notre santé, notre éducation, notre alimentation, notre environnement et nos retraites.

C’est pourquoi, avec 14 autres organisations, la FSU lance une pétition nationale^{iv} visant à défendre :

- **quatre mesures urgentes...**
 - stopper les activités non indispensables,
 - réquisitionner établissements médicaux privés et entreprises pour répondre à la crise,
 - suspendre les versements de dividendes, rachats d'action et bonus aux PDG,
 - orienter les milliards d'euros injectés dans l'économie française et européenne vers les besoins sociaux et écologiques des populations »,
- **et trois mesures de long terme**
 - un plan de développement de tous les services publics,
 - une fiscalité bien plus juste et redistributive, un impôt sur les grandes fortunes, une taxe sur les transactions financières et une véritable lutte contre l'évasion fiscale,
 - un plan de réorientation et de relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services, pour les rendre plus justes socialement, en mesure de satisfaire les besoins essentiels des populations, de répondre à la crise écologique.

Après plus de 3 semaines de confinement, dont les conséquences humaines, sociales et économiques vont d'abord toucher de plein fouet les plus démunis, le 1er ministre vient d'annoncer que le confinement allait durer... Les conséquences psychosociales d'une telle situation devraient amener les « responsables » à prendre la mesure de la situation.

C'est pourquoi, nous appelons solennellement l'administration de l'Éducation Nationale à respecter tant, pour TOUS les personnels dont elle a la responsabilité, que pour les élèves et leurs familles, le temps de vacances qui arrive.

Ni vacances apprenantes, ni exhortation à maintenir ouvertes les écoles sinon celles accueillant les enfants du personnel mobilisé, ni opération de mouvement des personnels, ni instance d'aucune sorte.

Car pendant cette période de vacances, il s'agira d'abord, et avant toute autre chose, de prendre soin de ses proches et de soi, de prendre le temps de s'arrêter, de souffler, de se détendre et de se ressourcer. C'est à ces conditions, et seulement à ces conditions, que les personnels fortement engagés dans le maintien du lien avec leurs élèves pourront s'engager sur la durée sans sacrifier ni leur santé, ni leur vie personnelle, ni celle de leurs proches.

- i **Marc Bablet - Inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional retraité**
<https://blogs.mediapart.fr/marc-bablet/blog/020420/ne-laissons-pas-le-pouvoir-voler-le-recit-de-l-ecole-au-temps-du-confinement>

- ii **Stéphane Bonnéry - Professeur en Sciences de l'Education à l'université Paris 8**
Extraits de l'entretien avec Lilia Ben Hamouda - Expresso du Café Pédagogique du 27 mars 2020
<http://www.cafepedagogique.net/LEXPRESSO/Pages/2020/03/27032020Article637208917391281172.aspx>

- iii **Emmanuel Macron - Adresse aux Français – 12 mars 2020**
<https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/03/12/adresse-aux-francais>

- iv **Plus jamais ça ! Construisons ensemble le Jour d'Après**
<https://fsu.fr/petition-plus-jamais-ca-construisons-ensemble-le-jour-dapres-2/>